

Distr. limitée
22 mai 2015

Français
Original : anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2015

16-19 juin 2015

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport sur la visite de terrain effectuée par des membres du Bureau du Conseil d'administration de l'UNICEF auprès du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie orientale et le Pacifique, à Bangkok, et en Malaisie, du 27 mars au 3 avril 2015

I. Introduction

1. Les membres suivants du Bureau du Conseil d'administration de l'UNICEF se sont rendu à Bangkok et en Malaisie du 27 mars au 3 avril 2015 dans le cadre d'une visite de terrain : S.E. M^{me} Laura Elena Flores Herrera, Ambassadrice, Représentante permanente de la Mission permanente du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'UNICEF ; S.E. M. Heiko Thoms, Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Président du Conseil d'administration de l'UNICEF ; S.E. M. Sahebzada Ahmed Khan, Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies ; M^{me} Kristel Lõuk, Première Secrétaire de la Mission permanente de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Présidente du Conseil d'administration de l'UNICEF ; M. Silvester Mwanza, Conseiller de la Mission permanente de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies ; et M. Nicolas Pron, Secrétaire du Conseil d'administration de l'UNICEF.

2. Dans le cadre de sa visite sur le terrain, le Bureau a pu apprécier directement le travail réalisé par l'UNICEF dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique ainsi qu'en Malaisie. Plus précisément, la visite a permis au Bureau d'affiner sa compréhension des relations stratégiques entre l'UNICEF et le gouvernement de Malaisie ainsi que d'autres partenaires dans ce pays, notamment l'équipe de pays des Nations Unies, le secteur privé et les organisations non gouvernementales. En

* E/ICEF/2015/4.

outre, les membres du Bureau ont pu mieux appréhender les questions et les difficultés qui touchent les enfants et les femmes de Malaisie alors que le pays passe du statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays à revenu élevé.

3. La délégation tient à exprimer sa gratitude au Gouvernement de Malaisie pour lui avoir permis d'engager un dialogue de fond avec ses membres.

4. La délégation souhaite également remercier l'équipe de l'UNICEF du Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique (EAPRO) et l'équipe de pays de l'UNICEF en Malaisie pour le niveau de détail et la qualité de l'organisation de la visite, ainsi que pour le professionnalisme de l'équipe de l'UNICEF sur place pour garantir le bon déroulement du programme de la visite.

II. Principales questions relatives aux enfants et aux femmes dans la région et en Malaisie

Région de l'Asie orientale et du Pacifique

5. Un quart des enfants du monde entier, soit 580 millions d'enfants, vivent dans cette région qui s'étend de la Mongolie jusqu'au Royaume des Tonga sur l'axe nord-sud et de la Chine occidentale aux Îles Cook sur l'axe ouest-est. Les 28 pays de la région présentent une importante diversité démographique, religieuse, culturelle, environnementale, économique et politique, de même que des potentiels variables. La région comprend certaines des économies les plus dynamiques au monde, mais aussi huit des pays les moins développés. Dans la région de l'Asie orientale et du Pacifique, l'UNICEF possède 14 bureaux de pays qui assurent la gestion et la mise en œuvre des programmes en faveur des droits des enfants dans toute la région.

Malaisie

6. Dans l'ensemble, les enfants et les femmes profitent des retombées positives de la nouvelle dynamique de développement observée dans le pays. Si le rythme actuel de développement se poursuit, la Malaisie devrait obtenir le statut de pays à revenu élevé d'ici 2020. Le gouvernement a fait montre de discernement dans la répartition de ses ressources parmi les 30 millions de citoyens du pays, qui compte 9,5 millions d'enfants de moins de 18 ans et 2,8 millions d'enfants de moins de cinq ans. Parmi les femmes et les enfants malais disposent d'un accès de qualité aux services sociaux de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Pour les citoyens malais, le pays a atteint le premier objectif du Millénaire pour le développement.

7. La Malaisie plaide en faveur des questions relatives aux femmes et aux enfants à l'échelle régionale. Alors que le pays occupe la présidence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2015, deux des huit axes prioritaires concernent les enfants et les femmes. La Malaisie est également membre du Conseil de sécurité de l'ONU (2015-2016) et présidente du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé. Lors de leur rencontre, les membres du Bureau de l'UNICEF et le ministère des Affaires étrangères malais ont discuté du travail réalisé par la Malaisie au sein de ces institutions et d'autres forums internationaux.

Protection des droits de l'enfant

8. La Malaisie a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant en 1995, avec toutefois 12 réserves, dont 7 ont depuis été levées. Les cinq réserves toujours en vigueur concernent l'article 2 sur le principe de non-discrimination ; l'article 7 sur le droit à un nom et à une nationalité (enregistrement de la naissance) ; l'article 14 sur la liberté de pensée, de conscience et de religion ; l'article 28 (1a) sur l'engagement à rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous ; et l'article 37 sur le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En 2012, la Malaisie a fait un grand pas en avant en ratifiant deux des protocoles facultatifs de la Convention : le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été ratifiée en 1995 avec un certain nombre de réserves qui ont depuis été levées. En 2010, la Malaisie a aussi ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en formulant des réserves sur l'article 15 concernant le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et l'article 18 sur le droit à une nationalité et le droit de circuler librement.

9. La Malaisie possède un double système juridique. Les tribunaux de la charia statuent sur les questions religieuses et familiales, ainsi que certaines questions pénales impliquant des musulmans, tandis que les tribunaux séculiers se prononcent sur les autres affaires concernant les musulmans et les non-musulmans.

10. La Malaisie n'a pas ratifié la Convention relative au statut des réfugiés. Selon le département des Statistiques, le pays compte plus de 2,6 millions de personnes ne possédant pas la nationalité malaise, dont des réfugiés, des sans-papiers, des apatrides et des migrants. Ce groupe comprend 451 900 enfants et jeunes âgés de 0 à 19 ans, dont 54 pour cent résident dans l'État de Sabah. Les personnes ne possédant pas la citoyenneté malaise éprouvent des difficultés à accéder à certains services sociaux essentiels. Dans certains cas, le gouvernement de Malaisie s'associe avec des institutions telles que l'UNICEF pour fournir ces services de base. Peu de données fiables sont disponibles sur la protection de l'enfance dans le pays. Selon les données du département de la Protection sociale, 4 119 cas de maltraitance, de négligence et d'abandon concernant des enfants ont été signalés en 2013. Environ 10 pour cent de ces enfants ont été placés dans des institutions pour mineurs. L'âge de la responsabilité pénale est fixé à 10 ans, soit moins que l'âge minimum de 12 ans recommandé par le Comité des droits de l'enfant. Une étude réalisée en 2013 par l'UNICEF et le ministère des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire a mis en évidence la nécessité d'une approche cohérente et intégrée en matière de justice pour les mineurs. L'étude formulait des recommandations concernant l'élaboration par le pays d'une stratégie et d'un plan d'action intégrés sur la réforme de la justice pour mineurs qui intègrent la prévention et l'intervention précoce et s'appuient sur les normes et les bonnes pratiques internationales en matière d'administration de la justice pour mineurs. Les membres du Bureau ont examiné les questions relatives à la protection de l'enfance, au système de justice pour mineurs et au mariage précoce lors de leurs réunions avec plusieurs ministères, dont le ministère des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire.

Éducation

11. La Malaisie est sur le point d'atteindre l'objectif de garantir une éducation primaire pour tous en 2015. L'enseignement primaire est obligatoire depuis 2003. Environ 96 pour cent des enfants malais (filles comme garçons) sont inscrits à l'école primaire. Cependant, environ 100 000 enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école. Ce groupe inclut des enfants issus des communautés Orang Asli et autochtones, des enfants handicapés, des enfants sans papiers et des enfants migrants et réfugiés. En 2013, environ 14 000 enfants ont quitté l'école lors du passage du primaire au secondaire. Diverses raisons sont à l'origine de ce décrochage : impossibilité pour la famille d'assumer financièrement la scolarité des enfants ; besoin d'aide pour les tâches agricoles ou domestiques ; difficultés de transport dans les zones rurales ; échec scolaire ou problèmes de discipline ; ou encore mariage précoce ou manque de soutien familial. Les membres du Bureau ont visité le centre d'apprentissage alternatif de Bahagia dans la ville de Sandakan où l'UNICEF Malaisie a monté un projet visant à fournir une éducation à 800 enfants du niveau primaire, avec l'appui financier d'IKEA et en partenariat avec le ministère de l'Éducation et le groupe de travail spécial fédéral.

12. Les enfants des migrants qui travaillent sur les palmeraies des États de Sabah et Sarawak comptent parmi les groupes d'enfants les plus marginalisés du pays. Du fait de leur statut, ces enfants n'ont qu'un accès limité aux services sociaux comme l'éducation et, dans une moindre mesure, la santé. Les membres du Bureau ont visité le centre d'apprentissage de Sime Darby qui fournit une éducation de base aux enfants dont les parents travaillent dans les palmeraies.

III. Le rôle de l'UNICEF dans la région et en Malaisie

Rôle du Bureau régional de l'UNICEF

13. Le Bureau régional (EAPRO) constitue un carrefour en matière d'échange d'informations, d'expertise technique, de coordination, d'assurance qualité et de supervision pour les bureaux de pays de l'UNICEF de la région. En outre, l'EAPRO aide les bureaux de pays à mobiliser des ressources. Les conseillers spécialisés basés à Bangkok apportent leur soutien dans l'élaboration des programmes sur la santé et la nutrition, la protection de l'enfance, le VIH et le sida, l'éducation, l'eau et l'assainissement, le développement de la petite enfance, la protection sociale, la réduction des risques de catastrophe, la préparation aux situations d'urgence et la responsabilité sociale des entreprises. Par ailleurs, l'EAPRO apporte un contrôle technique et un soutien pour la gestion financière, la communication, la planification et le suivi des programmes, la collecte de fonds auprès du secteur privé et l'évaluation. Il fournit aussi des moyens logistiques, notamment un renforcement des capacités en cas de crise humanitaire.

Le rôle de l'UNICEF en Malaisie

14. L'UNICEF a récemment célébré sa 60^e année de présence en Malaisie. L'état actuel de l'engagement de l'UNICEF en Malaisie fournit un exemple unique sur le nouveau rôle assumé par l'organisation dans un pays en passe de devenir un pays à revenu élevé. L'évolution du rôle de l'UNICEF est particulièrement visible dans les interventions actuellement menées en vertu de son plan stratégique, à la fois au niveau des programmes et de la collecte de fonds. Ces changements apparaissent

notamment dans les mécanismes mis en place dans le pays pour la collecte de fonds auprès du secteur privé. Sont présentés ci-dessous quelques exemples sur les nouvelles stratégies et approches adoptées dans le cadre des nouvelles activités de l'UNICEF.

(a) **Promotion de l'égalité.** Les conditions de vie de la MAJORITÉ des enfants se sont améliorées, mais il faut réussir à améliorer la vie de TOUS les enfants en Malaisie.

(b) **Soutien des politiques fondées sur des données ventilées.** Ce point est particulièrement important, car les disparités se fondent aisément dans les moyennes nationales.

(c) **Transformation du projet pilote en politique.** Les membres du Bureau ont visité l'école de Kampung Bahagia dans l'État de Sabah, où l'UNICEF travaille sur la transformation du projet pilote en politique. Le projet pilote vise à démontrer la faisabilité du concept alors que l'UNICEF plaide pour l'élaboration d'une politique nationale sur l'éducation parallèle pour tous les enfants. Actuellement, seulement 40 pour cent des enfants de l'État de Sabah sont scolarisés. Les 60 pour cent restants doivent désormais être pris en charge.

(d) **Adoption de nouveaux modèles de financement.** La collecte de fonds par l'UNICEF auprès du secteur privé est fructueuse, à tel point que le programme de pays de la Malaisie est essentiellement autofinancé. L'UNICEF collecte aussi des fonds auprès du secteur privé au bénéfice des enfants des pays de l'ASEAN et du monde entier. La Malaisie est fière de contribuer à la survie et au bien-être des enfants dans son pays comme à l'étranger.

(e) **Établissement de nouveaux partenariats.** Les membres du Bureau félicitent l'UNICEF en Malaisie pour la relation de travail stratégique qu'elle a réussi à établir avec le gouvernement malais et d'autres partenaires afin de soutenir les priorités de développement nationales. Cette coopération est apparue clairement lors de la réunion avec l'Unité de planification économique des services du Premier ministre, le principal homologue de l'UNICEF en Malaisie, ainsi que la réunion avec le ministère des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire. Par ailleurs, l'UNICEF coopère avec des ministères tels que le ministère des Finances et le ministère des Sciences, des Technologies et de l'Innovation dont la restructuration récente reflète les thématiques de la deuxième décennie de développement (mobilisation des talents, création de systèmes qui forment la main-d'œuvre sur les compétences nécessaires au pays, etc.). L'UNICEF a également conclu des partenariats avec les groupes suivants.

(i) Le secteur privé, pour améliorer la situation des enfants. Les membres du Bureau ont visité les entreprises Sime Darby, Digi et Microsoft qui considèrent que la responsabilité sociétale des entreprises représente un investissement et non un coût. Ces visites ont souligné l'importance du rôle et de la contribution des partenariats entre le secteur privé et l'UNICEF pour améliorer la situation des enfants, notamment dans le contexte des objectifs de développement durable. Ce n'est pas tant par charité que le secteur privé apporte son soutien, qu'à cause de l'avantage qu'il tire de la formation d'une main-d'œuvre compétitive ainsi que de la croissance d'une économie durable et dynamique que ses activités d'investissement dans le développement du capital humain favorisent.

- (ii) Le secteur privé, pour lui donner de la voix et de l'influence en tant que défenseur des questions et des droits relatifs aux enfants.
- (iii) La société civile, à qui l'UNICEF apporte une aide pour lui permettre de se rassembler, d'agir et de renforcer ses capacités.
- (iv) Les enfants et les adolescents eux-mêmes, en tant qu'acteurs du changement à part entière.
- (v) Les parlementaires.

IV. Réunions de haut niveau

15. Le bureau de l'UNICEF en Malaisie a préparé plusieurs réunions de haut niveau, notamment avec le directeur général de l'Unité de planification économique des services du Premier ministre ; le secrétaire général du ministère des Finances ; le secrétaire général du ministère des Sciences, des Technologies et de l'Innovation ; le secrétaire général adjoint du département des Affaires multilatérales du ministère des Affaires étrangères ; le secrétaire général adjoint du ministère des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire ; et le président-directeur général de Sime Darby.

16. Parmi ces partenaires, l'UNICEF coopère étroitement sur les droits de l'enfant avec l'Unité de planification économique, le ministère des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire et le ministère de l'Éducation. Par ailleurs, l'UNICEF apporte son aide au gouvernement de Malaisie dans la révision des lois relatives aux droits et à la protection des enfants. Le partenariat conclu entre l'UNICEF et l'entreprise privée Sime Darby constitue un nouveau modèle sur la façon dont les partenariats avec le secteur privé peuvent permettre aux pays à revenu intermédiaire de progresser sur la question des droits et de la protection des enfants.

V. Observations et recommandations

17. Les membres du Bureau souhaitent exprimer les observations et les recommandations suivantes.

(a) Selon les définitions en vigueur basées sur le produit intérieur brut par habitant, la Malaisie est un pays développé qui accèdera d'ici à 2020 au statut de pays à revenu élevé. Le niveau de développement, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, est particulièrement remarquable. Pour cette raison et d'autres, la Malaisie fait partie des économies émergentes dans le monde. La plupart des représentants du gouvernement que les membres du Bureau ont rencontrés au cours de cette visite ont indiqué que le pays devait désormais garantir le développement inclusif pour tous. Ainsi, l'UNICEF en Malaisie doit relever le même défi que plusieurs autres pays à revenu intermédiaire ou revenu intermédiaire de la tranche supérieure : maintenant que les conditions de vie de la MAJORITÉ des enfants se sont améliorées, il faut réussir à améliorer la vie de TOUS les enfants, sans distinction d'identité, d'origine ou de lieu de résidence. En outre, il est nécessaire de définir le rôle que peut jouer l'UNICEF pour aider la Malaisie à

progresser sur la voie de l'inclusion sociale, du développement durable et de la promotion du bien-être des enfants et des adolescents.

(b) L'UNICEF s'est bien adaptée à la rapidité du développement et de l'évolution de l'environnement en Malaisie. Sa coopération efficace avec le secteur privé et ses relations croissantes avec les organisations de la société civile constituent deux activités essentielles pour atteindre chaque enfant. Dans un tel contexte, la collaboration entre les institutions est plus importante que jamais.

(c) L'engagement de l'UNICEF auprès de ses partenaires, de la société civile, des communautés et du secteur privé illustre bien la valeur ajoutée et l'effet multiplicateur qu'apporte l'UNICEF en jouant un rôle de catalyseur et en rassemblant les divers partenaires.

(d) Le Bureau salue le projet Vision 2020 du gouvernement comme une stratégie efficace pour améliorer la situation des enfants et note que l'UNICEF s'attache à influencer les politiques, les lois et les dépenses publiques en faveur des populations les plus défavorisées.

(e) Alors que le pays passe progressivement du statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays à revenu élevé, le Bureau souligne l'attention prêtée par l'UNICEF à l'existence de données ventilées pour éclairer et façonner les décisions politiques et budgétaires. La contribution apportée par l'UNICEF en Malaisie sous forme de profils statistiques a été particulièrement utile aux groupes de travail techniques dans le cadre de la préparation du onzième plan de la Malaisie (2016-2020) qui représente la dernière ligne droite avant la réalisation du projet national Vision 2020.

(f) En raison de l'importance accordée à la protection de l'enfance par l'UNICEF et ses partenaires dans le cadre du programme (p. ex., pour la prévention de la violence et de la maltraitance à l'encontre des enfants), il est nécessaire d'accélérer la collecte et l'analyse des données sur les effets à long terme de la violence à l'encontre des enfants. D'une manière plus générale, il convient de s'assurer que les données sont utilisées pour améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, et pour agir sur certaines normes sociales liées à ces questions, comme le mariage précoce.

(g) Le Bureau a observé combien le rôle de leadership assumé par la Malaisie en 2015 lors de sa présidence de l'ASEAN et en 2016 dans le cadre de la conférence sur la coopération sud-sud représente une excellente occasion pour assoir et renforcer les droits des enfants dans le cadre de la collaboration avec l'UNICEF. L'EAPRO a d'ores et déjà conclu un protocole d'accord avec l'ASEAN.

(h) Tout au long de la visite, les représentants du gouvernement se sont montrés très accueillants envers la délégation à laquelle ils ont transmis des données précises sur les mesures et les interventions mises en œuvre par les services gouvernementaux respectifs afin d'améliorer la situation des enfants. Le Bureau a observé que les différents niveaux gouvernementaux s'unissaient autour de la cause des enfants et s'engageaient pour améliorer leurs conditions de vie.

(i) Le Bureau constate les résultats très positifs du projet pilote de l'école de Kampung Bahagia dans l'État de Sabah ainsi que le soutien que ce projet a reçu de la part du gouvernement malais. Le Bureau juge intéressant de poursuivre ces efforts et, sous réserve de la confirmation des résultats positifs de l'évaluation, de préparer

la transition de la phase pilote vers une politique plus large avec l'appui du gouvernement.

(j) Sur la base des observations faites lors des visites des projets pilotes dans l'école de Kampung Bahagia et le centre d'apprentissage de Sime Darby dans l'État de Sabah, le Bureau considère que le vivier de talents que ces établissements scolaires permettent de constituer représentera un atout économique, d'autant plus que la Malaisie est un pays technologiquement avancé qui se caractérise par un quasi-plein emploi.

(k) Les difficultés rencontrées par les enfants réfugiés et sans papiers ainsi que leurs familles par rapport au double système juridique continueront de mériter l'attention de toutes les parties prenantes de façon que tous les enfants de Malaisie, sans distinction de citoyenneté, aient accès aux services dont ils ont besoin pour se développer conformément aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, aux accords et protocoles internationaux et aux chartes relatives aux droits de l'enfant dont la Malaisie est signataire.

Annexe

Résumé du programme de la visite de terrain effectuée par des membres du Bureau du Conseil d'administration de l'UNICEF auprès du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie orientale et le Pacifique, à Bangkok, et en Malaisie, du 27 mars au 3 avril 2015

Bangkok

Vendredi 27 mars

- Rencontre avec le directeur régional et l'équipe du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie orientale et le Pacifique (EAPRO)
- Présentation de l'EAPRO et discussion
- Présentation de la situation des droits de l'homme dans la région et de la coopération avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est par le professeur Vitiit Muntarbhorn

Kuala Lumpur

Lundi 30 mars

- Rencontre avec l'équipe de l'UNICEF en Malaisie
- Rencontre avec l'équipe de pays des Nations Unies
- Rencontre avec le ministère des Affaires étrangères
- Rencontre avec le ministère des Sciences, des Technologies et de l'Innovation
- Dîner et réception avec les partenaires et les donateurs

Mardi 31 mars

- Rencontre avec Sime Darby Berhad
- Rencontre avec le ministère des Finances
- Rencontre avec l'Unité de planification économique des services du Premier ministre

Kota Kinabalu et Sandakan, État de Sabah

Mercredi 1^{er} avril

- Visite du centre d'apprentissage de Sime Darby sur la propriété de Tun Tan Siew Sin
- Déjeuner avec les partenaires
- Visite du centre d'apprentissage parallèle de Kampung Bahagia
- Dîner avec les partenaires à Kota Kinabalu

Kuala Lumpur

Jeudi 2 avril

- Déjeuner organisé par Microsoft sur le thème de la responsabilité sociale des entreprises
- Visite de l'atelier de Microsoft pour les jeunes handicapés
- Réunion avec le ministère des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire

Vendredi 3 avril

- Réunion avec les représentants des organisations de la société civile
